

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SIMPLIFIÉ

TRIBUNAL DE PROXIMITE : Mise en accessibilité pour les personnes handicapées et mise aux normes électriques

Catégorie opération 3



1 RUE JEAN DE BERRY
63200 RIOM

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	25/04/2025	Plan Général de coordination (Conception)
2	16/06/2025	MAJ suite à la modification du DCE (Conception)

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	8
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	11
2.5 PLOMB	11
2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	12
2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	14
2.8 DIVERS.....	14
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	15
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	15
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	15
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	15
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	16
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	16
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	16
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	17
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	18
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	18
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	19

3.5.1 Présence d'amiante	19
3.5.2 Présence de plomb	20
3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	20
3.5.4 Travaux divers	20
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	21
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	21
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	21
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	22
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	23
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	25
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	27
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	27
5.2 CANTONNEMENTS	27
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	27
5.3.1 Mise en place bungalows	28
5.3.2 Cantonnement à étages.	28
5.3.3 Installation électrique.....	28
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	29
6.1 ORGANISATION.....	29
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	30
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	31
6.2.2 Interdiction de fumer	31
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	32
7.1 PPSPS	32
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	32
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	32
8 Annexes	33
Panneau : En cas d'accident.....	33

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

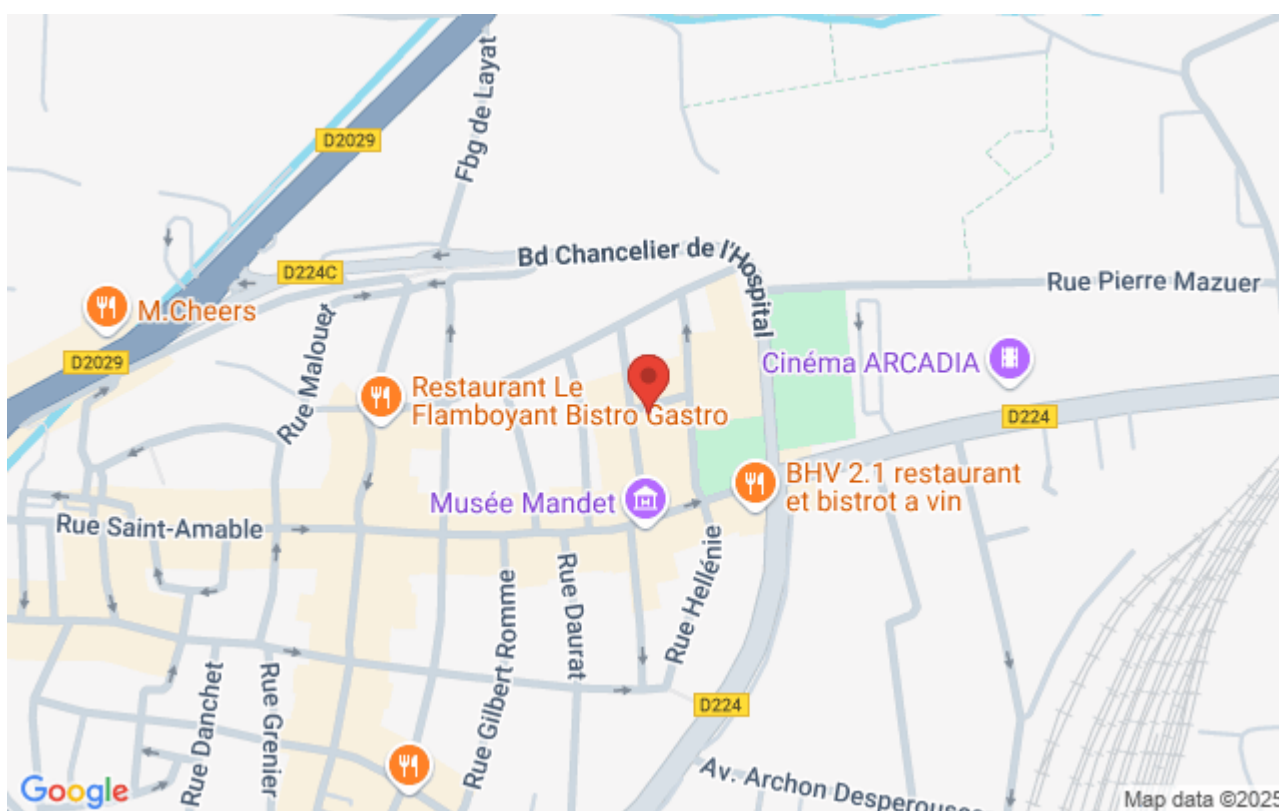
- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

TRIBUNAL DE PROXIMITE : Mise en accessibilité pour les personnes handicapées et mise aux normes électriques

1 RUE JEAN DE BERRY
63200 RIOM



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Le présent projet porte sur des travaux de rénovation et d'amélioration à savoir la mise en accessibilité pour les personnes handicapées et mise aux normes électriques à la Cour d'appel de RIOM 1, Rue Jean de Berry 63200 RIOM.

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

R+1

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	DIR REG DES FP D'Auvergne Rhone-Alp Rue de la Charité 69268 LYON CEDEX 02	
Maître d'Oeuvre	ARCHIDISTEC 10 rue Beau de Rochas 63110 BEAUMONT	TEL : 06.40.48.73.37
Inspection du travail	DREETS 2 Rue Pélissier, 63100 Clermont-Ferrand	TEL : 04 73 41 22 00
OPPBTP	OPPBTP 63 50 Avenue Marx Dormoy 63000 CLERMONT FERRAND	TEL : 04 73 35 14 23
CARSAT	CARSAT AUVERGNE 5, rue entre les deux Villes 63000 Clermont-Ferrand	TEL : 09 71 10 39 60

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - CURAGE
- N°02 - GROS OEUVRE
- N°03 - PIERRE DE VOLVIC
- N°04 - ETANCHEITE DE TOITURE
- N°05 - MENUISERIES ALUMINIUM / SERRURERIE
- N°06 - PLATRERIE / PEINTURE / FAUX-PLAFONDS
- N°07 - MENUISERIES BOIS
- N°08 - CARRELAGE / FAIENCE
- N°09 - SOLS SOUPLES
- N°10 - ELECTRICITE CFO / CFA
- N°11 - CHAUFFAGE / VENTILATION / CLIMATISATION / PB

Voir liste des intervenants en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 08/09/2025 pour une durée de 15 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 10.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 3 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés.

Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

SOUS TRAITANCE:

En matière de sous-traitants les entrepreneurs devront obligatoirement fournir la liste de leurs sous-traitants lors de la remise de leurs offres, en indiquant leurs qualifications professionnelles et la nature des travaux qui leur seront confiés. Les entrepreneurs devront présenter les demandes d'agrément de leurs sous-traitants au moins 21 jours avant toutes interventions sur le chantier.

INSPECTION COMMUNES:

L'obligation de réaliser les inspections communes avant le démarrage de la prestation sachant qu'elle doit précéder le PPSPS. Elle doit aussi être réalisée pour chacune des entreprises.

PPSPS : Les entreprises ont l'obligation de le rédiger avant intervention et après l'IC selon la réglementation du code du travail. Le PPSPS est nécessaire et obligatoire sur les chantiers où interviennent plusieurs entreprises en même temps (Co-activité de différents corps de métier).

PÉNALEMENT que risque l'entreprise n'ayant pas réalisé son PPSPS : En cas de non-respect de son obligation d'établir un PPSPS, l'entreprise peut se voir condamner à une peine d'amende de 9000 € et à un an d'emprisonnement. En cas de récidive, la peine d'amende peut être élevée à 15000 €.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

Les travaux ne devront, en aucun cas, ni perturber, ni interrompre le fonctionnement normal des installations existantes.

Toutes les dispositions seront donc prises pour être conformes à cette prescription et aux spécifications de fonctionnement des locaux existants, et en priorité les installations de sécurité, sûreté qui devront rester en fonctionnement.

Organisation du chantier :

Les heures d'entrée et de sortie des véhicules de chantier devront être planifiées.

Le stationnement des véhicules au sein de l'établissement doit être limitée au strict minimum et l'entreprise doit fournir l'identité du chauffeur (avec copie de sa CNI) et la copie de la carte grise du véhicule. Le stationnement ne sera autorisé qu'aux seuls endroits défini par l'établissement (ex: pas de stationnement près des matériels de sécurité incendie, ni sur le marquage d'interdiction de survol..).

Le planning de livraison du matériel et des matériaux doit être communiqué à l'établissement pour que l'information soit portée à la connaissance des personnels pénitentiaires par des notes de services.

Les échelles et nacelles doivent être regroupées et neutralisées par des chaînes cadenassées à la fin de chaque poste de travail.

Si la nature des travaux nécessite l'utilisation d'engins à moteur, il convient de retirer la clé de contact dès lors que l'engin n'est plus utilisé par un personnel et d'activer les éventuels systèmes d'antivol si le véhicule en est doté.

Le stockage du matériel et des matériaux lourds ou encombrants est à prévoir dans un lieu sécurisé et balisé. L'inventaire des caisses à outil préétabli par le personnel de l'entreprise est contrôlé à l'entrée et à la sortie de l'établissement par le personnel pénitentiaire chargé de la surveillance des travaux. Un registre doit être spécialement créé.

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Les entreprises dont les interventions nécessitent l'utilisation d'équipements ou d'engins lourds devront connaître la portance des sols sur lesquelles elles interviendront. Elles vérifieront la compatibilité avec les charges à reprendre.

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Le site est susceptible de comporter des réseaux enterrés et/ou aériens (eau potable, eaux usées, eaux vannes, gaz, électricité, etc.). Avant tous travaux, les entreprises concernées doivent réaliser un repérage des réseaux enterrés et aériens et faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par les

concessionnaires selon la procédure des DT/DICT. Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé. Un marquage des réseaux devra être effectué et entretenu tout au long du chantier.

Lots concernés : toutes entreprises

2.4 AMIANTE

DTA (Dossier Technique Amiante) : **non remis à ce jour.**

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux : **non remis à ce jour.**

Ces documents seront transmis par le maître d'ouvrage aux entreprises consultées.

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront le cas échéant :

- travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :

- intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés,
- formation des salariés,
- rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux),
- rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS,

Ou

- travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante) :

- formation des salariés,
- rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur,
- rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Obligation à toute entreprise d'interdire toute intervention avant de s'assurer de l'existence d'un diagnostic avant travaux et du DTA.

Faire réaliser des diagnostics complémentaires au Maître d'Ouvrage en cas de découverte de matériaux non diagnostiqués.

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
 - Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Toutes entreprises

2.5 PLOMB

Rapport de repérage du plomb avant travaux : **non remis à ce jour.**

Ce document sera transmis par le maître d'ouvrage aux entreprises consultées.

Dans son obligation de formation et d'information, l'employeur des salariés appelés à intervenir sur les zones repérées comme "plombées", quelle que soit la teneur, devra mettre en place tout dispositif de protection collective et individuelle assurant leur sécurité et la protection de leur santé.

Faire réaliser des contrôles d'empoussièrement surfacique au sol en fin de chantier.

Un suivi médical sera assuré (avant, pendant, après intervention), afin de s'assurer que les teneurs admissibles pour le corps humain n'ont pas été dépassées : - VLB (Valeur Limite Biologique "Plombémie") : < 400 µg/litre de sang pour l'homme et 300 µg/litre pour la femme, - VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : < 0,1 mg/m³ d'air/8h.

Il est recommandé de toujours faire appel aux mêmes équipes pour effectuer les interventions, afin d'assurer plus facilement le suivi médical et de ne pas faire appel à des travailleurs intérimaires (voir article 1.8 ci-dessus).

Sur chantier :

- prévoir : les installations d'hygiène en adéquation avec la configuration du chantier,
- prévoir les mesures d'évacuation et d'élimination des déchets,
- rendre le chantier inaccessible au public,
- délimiter et signaler les zones à risque,
- ramasser régulièrement les déchets (au moins une fois par jour), - stocker les déchets dans un local inaccessible au public, - ne jamais faire brûler du bois recouvert de plomb.

Lots concernés

Toutes entreprises

2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Le chantier se déroule en agglomération et en site occupé. Toutes les mesures devront être prises pour garantir la sécurité des personnes (salariés du chantier et usagers de l'établissement en activité, etc.) aux abords du chantier et le maintenir clos et inaccessible pendant toute la durée de l'opération. Il conviendra donc d'assurer par tout moyen la séparation du chantier avec son environnement (clôtures et portails adaptés aux risques, déviations, gestion des flux, etc.), l'information et l'orientation des usagers (installations et signalisations voirie, balisage, etc.) de jour comme de nuit, la sécurisation des cheminements piétons et véhicules aux abords du chantier, la surveillance des mouvements d'engins, etc.. Les voiries publiques à proximité du chantier et les voiries internes existantes du site devront être maintenues en parfait état de propreté (nettoyages des abords, des véhicules, récupération et traitement des eaux, etc.). Aucun matériau ou matériel ne devra être déposé sur le domaine public ou celui des voisins. Toutes les dispositions devront être prises pour sécuriser le chantier vis à vis des risques de malveillance comme les incendies, les vols, les détériorations, l'utilisation des équipements et matériaux de chantier pour nuire à autrui, etc. Toutes les zones de chantier devront être closes tous les soirs et lorsqu'il n'y a pas d'activité (week-end, congés).

Un projet de **Plan d'Installation de Chantier** sera établi par le maître d'œuvre et joint au Dossier de Consultation des entreprises. Un plan d'installation de chantier sera établi par le lot titulaire en phase "Préparation" : mis à jour autant de fois que nécessaire, il devra être validé par le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS et fera apparaître clairement (liste non exhaustive) le cas échéant :

- les limites d'emprise du chantier
- l'emplacement de l'emprise des baraques et bureaux de chantier ainsi que leur accès
- l'emplacement des aires de stationnement et de retournement réservées aux véhicules et engins d'entreprises, aux véhicules pour les livraisons
- les réseaux d'assainissement de chantier avec indications des branchements sur les réseaux publics
- les zones de stockage temporaires des matériaux réservées au gros œuvre et celles réservées aux autres entreprises
- les installations spécifiques (ateliers)
- les accès au chantier avec indication de la structure de chaussée, ainsi que les voies de circulation piétonnes et pour les engins à l'intérieur du chantier
- le réseau électrique et la position des armoires électriques de chantier, le réseau AEP. Le titulaire du lot concerné déterminera dans son plan d'installation de chantier les zones de stockage, de manutention et

d'entreposage des différents matériaux, matériels, déchets, qui seront utilisés de telle sorte à ce que leurs accès se fassent sans avoir à traverser les zones de cantonnements.

Des panneaux « chantier interdit au public » et « port du casque obligatoire », « Interdiction de feux » seront apposés sur le portail ou clôture d'accès au chantier et une signalisation sera mise en place de part et d'autre des accès au chantier en amont et en aval de celui-ci, sur les chaussées avertissant de la zone de travaux et de chantier.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Doit comporter : - les cantonnements ; - les aires de stockage; - les points d'alimentation électrique ; - les accès ; - les zone chargement et déchargement;	- A diffuser à chaque intervenant.	MOE/Lot titulaire	MOE/Lot titulaire
Clôture	Panneaux métalliques	En périphérie du chantier, selon PIC	MOE/Lot titulaire	MOE/Lot titulaire
Portail et portillon	Portail en serrurerie fermant à clé	Selon PIC	MOE/Lot titulaire	MOE/Lot titulaire
Auvent Passage piéton couvert	Par protection de type préfabriqué en acier	Selon nécessité	MOE/Lot titulaire	MOE/Lot titulaire
Homme trafic	Pour toutes manœuvres en sécurité	Sur chantier et voie publique	A la charge de l'entreprise en attente de livraison	Chaque entreprise
Dévoisement voirie publique	Empiétement sur trottoir. Mettre en place un affichage pour le dévoiement	Suivant PIC de principe et d'exécution	Lot Installation de chantier	Lot Installation de chantier
Signalisation	Panneau Chantier	Sur les accès communes et entrée du chantier.	Lot Installation de chantier	Lot Installation de chantier.

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Le chantier est interdit au public. Les personnes pouvant y accéder sont celles autorisées par le maître d'ouvrage, c'est à dire :

- les personnes appartenant à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre,
- le coordonnateur SPS,
- les salariés désignés par les entreprises qui les emploient participant à l'opération et, à ce titre, titulaires d'un contrat les liant au maître d'ouvrage,
- les salariés désignés par les sous-traitants qui les emploient participant à l'opération et agréés par le maître d'ouvrage,
- les prestataires de service (livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, etc.) désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accompagnés par un représentant de l'entreprise et dotés des protections individuelles nécessaires avant de pénétrer sur le chantier,- les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : DREETS, DREAL, CARSAT, MSA, OPPBTP, médecins du travail des entreprises.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Accès depuis l'entrée principale	Existant	Existant
Gardiennage	Dès la prise de possession des lieux, le LOT TITULAIRE sera tenue d'assurer la sécurité vis-à-vis des constructions et des personnes.	Le lot titulaire	Le lot titulaire
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	La carte BTP est obligatoire pour chaque salarié intervenant sur le chantier.	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Liste du personnel	- La liste du personnel doit figurer sur le PPSPS de chaque entreprise.- Le PPSPS doit être maintenu à disposition sur site.	Toutes entreprises	Toutes entreprises

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.8 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Circulations des Piétons, circulations des exploitants du site et zones de stationnement à définir dans le PIC.

Plan de circulation : le cas échéant, toutes les entreprises devront entrer et sortir du chantier par le portail de chantier fermant à clé (obligation de chaque entreprise de séparer les circulations des piétons et des véhicules et de mettre un responsable pour guider et organiser les manœuvres).

Chaque entreprise doit prendre en compte les risques occasionnés par la circulation des engins et des véhicules sur le périmètre chantier :- faire respecter à toute entreprise sous traitante, à tout « locatier » ou à tout fournisseur les contraintes d'organisation et de sécurité,- guider les manœuvres par du personnel formé à la gestuelle,- respecter les zones de déchargement et de stockage,- interdire les marches arrière sans guidage par du personnel formé à la gestuelle,- obliger le port du gilet rétroréfléchissant,

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Accès depuis l'accès principale du chantier	entrée principale	Lot Installation de chantier	Lot Installation de chantier
Aire de livraison	Aire d'approvisionnement	Selon le PIC. Il est interdit de stationner dans les voies de secours	MOE/Le lot titulaire	MOE/Le lot titulaire
Aire de stationnement	Tous véhicules	Selon le PIC	Le lot titulaire	Le lot titulaire
Signalisation	Établir une signalisation réglementaire efficace comportant les indications d'usage, à proximité et à l'intérieur du chantier.	A l'entrée du chantier Dans la zone de circulation	Le lot titulaire	Le lot titulaire
Homme de manœuvre	Personnel désigné pour la gestion des livraisons	Toutes zones de manœuvre	Toutes zones de manœuvre	Tous les lots
Nettoyage avant sortie	Déchets	La zone de travaux	Tous les Lots	Tous les Lots

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
-------------	--------	--------------	-----------------------------------	---------------------------

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès au cantonnement	Salle de pause et sanitaire	Une base vie sera mise en place par le lot titulaire	Le lot titulaire	Le lot titulaire
Séparation piétons/véhicules	Barriérage	Selon PIC	Le lot titulaire	Le lot titulaire
Eclairage	Zones non éclairées	Selon PIC	MOE/ Le lot titulaire	MOE/ Le lot titulaire
Signalisation	- Panneau de chantier pour la présence des travaux - Panneaux de signalisation indiquant les directions à suivre pour les usagers.	zone chantier	Le lot titulaire EXPLOITANT	Le lot titulaire EXPLOITANT
Auvent protection accès	Auvent de protection contre risques de chutes d'objets	Selon PIC, en partie basse des bâtiments	Lot concerné	Lot concerné

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Afin de limiter les risques de troubles musculosquelettiques (TMS), des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Si le recours à la manutention manuelle de charges est inévitable, il est procédé, avec l'aide du médecin du travail, à une évaluation préalable des risques et à une organisation des postes de travail. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations.

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Chariot élévateur	Selon PIC	Toutes entreprises	Toutes entreprises	Personnel avec habilitation
Transpalette/chariot	Selon PIC	Le lot titulaire	Le lot titulaire	Personnel avec habilitation

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

SANS OBJET

Grue automotrice

SANS OBJET

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Une convention de prêt devra être mise en place entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Les entreprises prendront leurs dispositions pour réduire au maximum les manutentions manutentionnelles.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Sans objet.

Lot chargé de l'entretien

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Matériels lourds	Par engin ou manutention manuelle	selon le PIC		Une zone clôturée
Livraisons et stockages	matériaux de chantier devront se faire dans les zones affectées à cet effet	selon le PIC		Ne pas former d'obstacle à la circulation du site.
Produits dangereux (peintures, colles, etc.)	Selon conditions de stockages préconisées dans les FDS (température, etc.)	selon le PIC	Selon nature et caractéristiques du stockage	Selon nature et caractéristiques du stockage
Matériel type échafaudages, étais, etc.	Stockages adaptés et hors des zones de circulation	selon le PIC		Selon nature et caractéristiques du stockage
Bouteilles de gaz	Chariot, rack adapté	Zone protégée	Zone suffisamment ventilée	Extincteur adapté au risque à proximité

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

L'ensemble des déchets de chaque entreprise sera évacuer le jour même.

L'Entrepreneur du lot devra la tenue en état de parfaite propreté des extérieurs et abords de chantier : Emprises, voies de circulation véhicules et piétons, accès et sortie de véhicules, zones de stockages, zones tri sélectif etc, comprenant un nettoyage quotidien si nécessaire. La tenue en état de parfaite propreté des circulations et cheminements de chantier intérieurs, comprenant un nettoyage quotidien si nécessaire. Le nettoyage quotidien des cantonnements Entreprises et Maitrise d'œuvre. Le nettoyage de pré-réception, pour libéralisation des zones.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	selon planning	Chaque fin de poste	Chaque entreprise	Chaque entreprises
Bac	Base vie	Quotidien, selon nécessité	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Bennes avec tri	DIB	Dès que nécessaire.	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Les lots auront à sa charge le nettoyage de toutes les circulations horizontales et verticales du chantier jusqu'à la réception des ouvrages.

Si cela s'avère nécessaire, il sera fait appel à une société de nettoyage pour assurer le nettoyage quotidien complet (du chantier, de ses abords, de la base vie), et ce pendant toute sa durée.

Les frais correspondants étant à la charge de l'entreprise responsable de ces déchets et, dans le cas où il serait impossible déterminer la responsabilité d'un corps d'état, ces frais seront imputés au compte prorata.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

Toutes entreprises

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Présence de plomb

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.5.

Lots concernés

Toutes entreprises

Les ouvriers devront pouvoir bénéficier d'un suivi médical. Il est recommandé d'employer des salariés en CDI. Les déchets seront éliminés par enfouissement en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), ou ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.4 Travaux divers

Les entreprises qui réalisent des **travaux par points chauds** et/ou qui utilisent des produits inflammables devront le mentionner dans leurs PPSPS en indiquant les mesures de préventions adaptées : présence à proximité d'un extincteur approprié aux risques, travaux interdits en présence de produits volatiles ou facilement inflammables à proximité (liste fournie par le chef d'établissement sans son Document Unique), vérification d'absence de départ de feu 2 h. avant de quitter le chantier, stockage des bouteilles d'acétylène et d'oxygène des postes à souder sur des chariots de manutention adaptés. Un permis feu devra être demandé auprès du chef d'établissement.

Concernant les **agents chimiques dangereux**, les entreprises devront indiquer dans leurs PPSPS les produits utilisés et fournir les FDS correspondantes, privilégier les produits les moins dangereux et respecter les FDS. Concernant l'exposition aux poussières, les travaux de sablage, etc., il est rappelé que **la Silice Cristalline est un agent cancérigène**, à ce titre il convient de prendre toutes les dispositions afin de réduire l'exposition des travailleurs aux poussières. Pour les volumes de travaux importants (terrassement, VRD, démolition, ponçage de grande surface, sablage, etc.), le travail à l'humide est un moyen efficace de réduction d'émission des poussières. Pour les travaux de faible importance (sciage, perçage, ponçage de petite surface, etc.), la solution du captage des poussières à la source intégrée à l'outillage est à privilégier. L'usage des protections respiratoires est à mettre en œuvre uniquement en complément des mesures de protection collective lorsque ces dernières s'avèrent insuffisantes.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Toutes zones chantier	Toutes entreprises	Extincteur adapté à proximité du poste de travail	Permis feu délivré par le Chef d'établissement
Bruit	Toutes zones chantier	Toutes entreprises	Outillage adaptés, port de protections anti-bruit	Adapter les horaires d'intervention Respect de la réglementation en vigueur

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Barrières de chantier / Echafaudage Roulant

Les protections collectives doivent être conformes au Code du travail et privilégiées par rapport aux protections individuelles : installation des protections collectives provisoires à l'avancement des travaux et maintien en place jusqu'à disparition du risque. Les protections collectives de chantier devront être mises en place en concertation avec l'ensemble des entreprises (serrurerie, menuiseries extérieures, plâtrerie, etc.) afin qu'elles ne gênent pas la mise en place des protections collectives définitives. Lorsqu'une entreprise dépose une protection collective pour ses travaux, elle doit mettre en place au préalable une protection au minimum équivalente.

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Réalisation d'une installation électrique de chantier comprenant armoires, coffrets de chantier, éclairages de circulation et de secours, etc. Les appareils d'éclairage devront être situés dans les parties communes (circulations verticales et horizontales) et tous les locaux aveugles. Les entreprises concernées devront l'entretien de ces équipements et tous compléments demandés par le coordonnateur SPS. Cette installation devra être réalisée par du personnel qualifié et habilité. **Avant sa mise en service, cette installation sera contrôlée.** Les câbles seront installés de préférence contre les murs ou au plafond, de façon à ne pas entraver les circulations. Le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur sur les chantiers.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, sur demande du coordonnateur SPS, peuvent, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	A définir avec le chef d'établissement et le maître d'œuvre	Préparation de chantier	MOE/ Le lot titulaire	MOE/ Le lot titulaire
Armoire générale	Sous-comptage depuis armoire existante	Préparation de chantier	MOE/ Le lot titulaire	MOE/ Le lot titulaire

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation cantonnement	Selon le PIC	Préparation de chantier	Le lot titulaire	Le lot titulaire
Armoires secondaires	Selon PIC : à minima, un coffret par niveau	Selon avancement du chantier	électricité	électricité
Eclairage poste de travail	Eclairage adapté aux travaux	Selon avancement du chantier	Toutes entreprises	Toutes entreprises

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

L'organisation des tâches sur le planning général d'exécution devra être établie de façon à éviter la superposition de plusieurs postes de travail. Chaque entreprise indiquera, la nature et la programmation de ses interventions risquant d'entraîner des interactions superposées, et proposera les mesures de protection correspondantes. Chaque entreprise intervenant en élévation, créant par son retard une interaction superposée, mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots. Dans les cas où des interactions superposées ne peuvent être évitées, l'entreprise réalisant les travaux le plus en hauteur installera les protections nécessaires aux autres lots. Aucune entreprise ne devra, à la fin de ses interventions, laisser subsister de risques pour les entreprises qui interviendront ensuite : protections à mettre en place à l'avancement.

Lots concernés : tous corps d'états.

Localisation : tous travaux en hauteur à l'extérieur et à l'intérieur des bâtiments.

La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité.

Le phasage des travaux devra être conçu de manière à n'entraver à aucun moment les activités dont l'exécution serait simultanée. Les zones ou des projections, chutes d'objets ou de matériaux qui constitueraient un risque pour les autres activités devront être protégées : auvent, protection ou interdiction des accès, etc.

Les activités qui pourraient constituer un risque spécifique pour d'autres intervenants feront l'objet dans le PPSPS correspondant d'une proposition de prévention (décalage des travaux, enceinte interdite, etc. La réalisation de ces travaux sera subordonnée à l'accord préalable du coordonnateur SPS. D'une manière générale, chaque entreprise devra s'assurer dans son PPSPS que son activité ne constitue pas une gêne ou un risque pour les autres entreprises. Dans le cas contraire, elle devra prévoir les dispositions nécessaires. Le maître d'œuvre est responsable de l'établissement et du suivi du calendrier général des travaux qui doit permettre l'application des Principes Généraux de la Prévention en évitant notamment les périodes de forte coactivité et les opérations en superposition de tâches. Ce planning d'exécution prendra en considération, en temps voulu, la mise en œuvre au plus tôt des dispositifs permanents de sécurité, des protections collectives définitives et des mesures d'organisation de chantier demandés aux différents lots dans le présent PGC. Les calendriers d'exécution devront être obligatoirement présentés au coordonnateur SPS avant le début des travaux. Le Maître d'Œuvre devra indiquer pour la semaine à venir, dans les comptes rendus de réunions hebdomadaires de chantier :- les différentes zones d'intervention pour chaque entreprise- les jours d'approvisionnements de matériels ou de matériaux pour chaque entreprise,- les

différentes zones de stockages extérieures et intérieures pour chaque entreprise- les mesures imposées par la recommandation R476 et le suivi des Documents Harmonisés d'Organisation des Livraisons (DHOL)

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, sur demande du coordonnateur SPS, peuvent, en cas de manquement d'une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail à une autre entreprise.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Coactivité simultanée entre entreprises intervenant à l'intérieur	Toutes entreprises	Travaux des lots concernés suivant planning	Pas de travaux en superposition, suivi et entretien des protections collectives	Toutes entreprises
Encombrement de déchets dans les zones de circulations	Toutes entreprises	Pendant toute la durée des travaux	Nettoyage des zones de circulations	Toutes entreprises
Démolition - Sciage - Perçage	Toutes entreprises	Voir Planning	Baliser et clôturer le chantier avec protection des biens et des personnes contre les projections. Consignation avant toute déconstruction ou sciage Etablir un PV	Entreprise Générale ou entreprise désignée dans le cadre de l'opération.
Coactivité successive entre Gros œuvre, clos/couvert et corps d'état secondaires	Toutes entreprises	Travaux des lots concernés suivant planning	Suivi et entretien des protections collectives	Toutes entreprises
Incorporations, interventions lots "Fluides"	Electricité, CVC, Gros œuvre	Travaux des lots concernés suivant planning	Délimiter et interdire tout passage dans les zones à risque	Lot titulaire

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

RISQUE DE CHUTE DE HAUTEUR DE PLUS DE 3 m.

Utilisation systématique d'échafaudage (conforme à la notice de montage du constructeur) ou de PIR (plate-forme individuelle roulante) ou de PEMP (plate-forme élévatrice mobile de personne) : interdire toute intervention à l'échelle ou à l'escabeau et utiliser des plates-formes de travail. **Mise en place de balisage au sol à l'aplomb des zones actives** : interdire la présence de personnel dans les zones d'action et des zones susceptibles d'être atteintes lors des opérations en élévation. Faire réaliser les travaux à des personnes n'ayant pas d'aptitude aux travaux en hauteur, formées et sensibilisées au risque. Interdire tout accès par échelle libre.

EXPOSITION AU CONTACT DE PIÈCES NUES SOUS TENSION > A LA TBT **Interdiction d'intervenir sur les installations électriques de chantier.** Interdire formellement l'utilisation d'appareillages et des rallonges

électriques non conformes ou non contrôlés et en mauvais état de marche, obligation de respecter les normes d'éloignement des coffrets électriques (25m.).

Faire réaliser les travaux par du personnel habilité aux risques électriques.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	Toutes les entreprises concernées par les travaux de déconstruction	Déconstruction de cloison	- Aucune coactivité - Consignation des réseaux secs et fluides (PV DE CONSIGNATION A FOURNIR)	Balisage de la zone de travail Nettoyage de la zone de travail
Travaux en hauteur	Tous les lots concerné par le travail en hauteur	Tout type de travaux en hauteur	Utilisation d'une PIRL ou d'un moyen équivalent	Sécurité collective contre les chutes par garde-corps conformes à la réglementation, échafaudage monté par personnel formé, matériel conforme et vérifié, utilisation plateforme de travail avec garde-corps.

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Le chef d'établissement transmettra aux entreprises les contraintes d'organisation concernant l'hygiène et la sécurité du site et devra établir des plans de prévention suivant le décret du 20/02/1992 (consignes de circulation du site, consignes de stationnement, consignes d'appels en cas d'accident ou d'incendie, permis feu, procédure de consignation mécanique électrique ou des autres fluides, règlement intérieur, liste des produits dangereux liés à l'activité du site, etc.). L'opération s'inscrivant en site occupé et dans un environnement urbain "vivant", les entreprises devront donc prendre toutes les mesures qui s'avèrent nécessaires pour la protection des usagers (automobilistes, piétons, usagers de l'établissement, etc.) et des ouvrages mitoyens. Le chantier devra être clos, indépendant et signalisé efficacement pendant toute la durée de l'opération. Il conviendra également de prendre toutes les mesures pour limiter les nuisances (bruit, poussières, déchets, salissures, etc.) vis à vis des riverains et usagers en plus de préserver leur sécurité. Toute découverte pendant les travaux de terrassements et fouilles pouvant avoir un caractère archéologique (objets, fondations, etc.) ou dangereux (obus, mines, etc.) devra être signalée aux autorités compétentes, le chantier cessant immédiatement.

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Accès dans l'enceinte du site. Prendre en considération, l'interférence environnementale. METTRE EN PLACE DES CLOTURES DE CHANTIER STABLES ET AFFICHAGE POUR RENDRE LE CHANTIER CLOS.	Possession de la carte BTP, Port des EPI	Stationnement au parking selon l'accord avec le propriétaire/MOE	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Environnement du chantier	Intervention zone urbaine	Circulation piétons et véhicules, activités mitoyennes	Clôture et signalisation	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Bruit dû au chantier	Bruit des engins, postes de travail, etc.	Réduire les émissions au plus bas possible	Respect de la réglementation en vigueur	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Interférence avec activité du site	Accès aux locaux	Centre commercial	Laisser le Passage Libre Homme Trafic pour réceptionner les livraisons	MOE/ Le lot titulaire	MOE / Le lot titulaire

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Interférence avec autre chantier	à définir par le MOA et MOE s'il existe				

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

5.2 CANTONNEMENTS

Les cantonnements comporteront les lieux de restauration, des vestiaires, des sanitaires convenablement chauffés ou climatisés, ventilés.

La base vie sera implantée dans les locaux sociaux de la mezzanine de la cellule A1. Les aménagements mis en place devront respecter les normes constructives et les normes sanitaires (en fonction du nombre d'usagers) imposées par les dispositions réglementaires (Code du travail). **Le nettoyage et la désinfection de ceux-ci devront être effectués au moins une fois par jour par lot titulaire ou intervention d'une entreprise de nettoyage extérieure.**

Les opérations de montage/démontage de bungalows doivent s'effectuer dans le respect des Principes Généraux de Prévention et faire l'objet d'une évaluation des risques spécifique permettant de choisir les mesures de prévention appropriées et notamment :- interdictions de l'accès à la zone de montage/démontage aux intervenants du chantier.- présence d'un « homme trafic » compétent et équipé (baudrier, etc.) pour prévenir les risques liés à la circulation des véhicules due aux approvisionnements.- différer ou suspendre le montage-démontage des bungalows si les conditions climatiques sont mauvaises (vent notamment).- prévoir des ancrages en partie basse des bungalows pour éviter au personnel de monter dessus lors des opérations d'élingage ou de décrochage.- prévoir un système sécurisé pour monter et descendre des plateaux de camions.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	5 à 10 personnes	A définir dans le PIC				
Réfectoire	5 à 10 personnes	A définir dans le PIC	Comprenant tables, chaises, réfrigérateur et micro-onde	Lot titulaire	Lot titulaire	Lot titulaire
Sanitaires	5 à 10 personnes	A définir dans le PIC	Lavabos, WC, urinoirs, point d'eau et eau chaude	Lot titulaire	Lot titulaire	Lot titulaire

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Coordonnateur S.P.S. avise l'entreprise de la défaillance ou de la non-application d'une mesure. En cas de non respect de la demande du CSPS, celui-ci avise le Maître d'Ouvrage.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Le Gouvernement prévoit, dans le décret n° 2022-352 du 12 mars 2022, un allègement des dispositions mises en place dans la lutte contre la Covid-19. Elles sont applicables dès le 14 mars 2022. L'OPPBTB invite

toutefois les entreprises du secteur à rester prudentes et à continuer à appliquer des règles d'hygiène, comme le lavage des mains, le nettoyage des surfaces et l'aération des locaux.

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Sans objet.

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Lot Electricité	PV DE CONFORMITE D'INSTALLATION

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

Chaque entreprise devra assurer la présence systématique d'un téléphone portable en état de marche sur chantier, permettant à toute personne, témoin d'un accident ou d'un incendie, de prévenir les services de secours extérieurs :

- **SAMU** : **15** ou **112** et le **114** (pour les sourds et mal entendants, permettant l'envoi de SMS ou de FAX) à partir d'un téléphone fixe ou mobile,
- **Police ou Gendarmerie** : **17**,
- **Sapeurs pompiers** : **18**.

6.1 ORGANISATION

En cas d'accident ou d'incendie, il sera donné rendez vous aux services extérieurs au portail de chantier. Une personne sera chargée d'accueillir ces secours et de les diriger à l'intérieur du chantier. Les accès au chantier devront en permanence autoriser le passage des services de secours. Il ne sera toléré aucun stationnement ou entreposage de matériel ou matériaux, même momentanément dans leur emprise. Les entreprises ne devront en aucun cas stationner leur véhicules de service sur les accès du chantier ou à proximité des entrées des bâtiments pour faciliter le passage des véhicules prioritaires. Pour chaque accident, il est nécessaire de protéger la victime, alerter les secours et faire secourir la victime par une personne SST. **Chaque entreprise doit déclarer obligatoirement tout accident du travail au coordonnateur SPS et lui transmettra un « rapport d'accident » dans les 48 heures.** Pour l'ensemble du chantier, les entreprises assureront par entente commune la présence permanente d'un Sauveteur Sécurité du Travail pour 20 personnes. Chaque sauveteur secouriste devra être identifié par un badge spécial (apposé de préférence sur le casque). Chaque entreprise devra communiquer au coordonnateur SPS le nom des secouristes présents sur le chantier dans son PPSPS.

Accident bénin : le blessé se fera soigner par l'un des secouristes présents sur le chantier, à l'aide des médicaments entreposés dans l'armoire à pharmacie prévue à cet effet dans le bureau de chantier : la victime et le secouriste décideront en fonction de la blessure de la suite à donner (S.M.U.R., ambulance privée, médecin personnel, etc.). **Accident grave** : informer le ou les secouristes de chantier qui, en fonction de l'état du blessé, donneront des renseignements utiles au médecin du S.M.U.R. (sans oublier l'adresse du site) ; prévoir un guidage si l'accès du chantier est difficile ; prodiguer au blessé les soins compatibles avec son état. **Accident mortel** : laisser les lieux dans l'état de l'accident ; prévenir immédiatement les services et organismes désignés ci-après ; regrouper le plus de témoins possible. **Démarches à exécuter en cas d'accident grave ou mortel** : prévenir immédiatement l'employeur, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, l'inspection du travail, la gendarmerie ou la police locale, le représentant de la CARSAT, le coordonnateur SPS.

Extincteurs dûment contrôlés et adaptés aux locaux et aux risques.

Veiller à l'accès permanent par les services de secours, aux bouches et poteaux incendie implantés au voisinage de l'emprise des travaux. Mise en place par les entreprises des moyens de protection incendie (extincteurs, seaux, pompes, bacs à sable, etc.) adaptés aux risques recensés sur les installations (parties privatives et collectives), sur les engins et véhicules de chantier, sur les postes de travail et dans les zones de stockage.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
-------------	--------------	--------------------------	---------------	--------------------------------

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Téléphone portable par entreprise sur site	Chaque employeur devra mettre à disposition du chef de chantier (ou chef d'équipe) un téléphone professionnel GSM permettant de prévenir les services de secours en cas d'urgence		Toutes les entreprises
Accès secours	Selon PIC		Signalétique par panneaux	Lot titulaire
Point de rencontre	Selon PIC		Signalétique par panneaux	Lot titulaire
Secouriste	Selon les dispositions du code du travail.	Présence d'un secouriste en permanence sur le chantier	Identification des SST par macaron apposé sur casque ou vêtement de travail	Toutes les entreprises
Trousse de secours	A proximité des postes de travail	Sur chantier ou véhicules d'entreprise (chef de chantier et encadrement)		Tous les lots
Extincteur chantier	Selon PIC, sur chantier à l'avancement des travaux	Mise en place obligatoire d'extincteurs appropriés près des postes de travail par point chaud (flamme nue, soudage, meulage, disquage, etc.)		Toutes entreprises

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

La législation oblige contractuellement les entreprises (titulaires et sous-traitantes) à participer activement à la Mission de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé :- en appliquant et en faisant appliquer à toute personne présente sur le chantier les Principes Généraux de la Prévention,- en déclarant au coordonnateur SPS tout accident du travail avec ou sans arrêt, le nombre des jours d'arrêt, le type d'accident et le nombre d'heures travaillées,- en déclarant suffisamment de temps à l'avance le nom des entreprises auxquelles elles comptent sous-traiter des travaux afin que le coordonnateur SPS ait le temps de les convoquer à une inspection commune précédant l'envoi de leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS),- en faisant respecter à toute entreprise sous traitante, à tout « locatier » ou à tout fournisseur les contraintes d'organisation et les mesures d'hygiène et de sécurité auxquelles est soumise cette opération,- en faisant respecter à l'ensemble de son personnel le port des protections

individuelles adaptées aux travaux à exécuter (casques, chaussures, masques, gants, harnais, lunettes, protections auditives etc.).

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Chaque entreprise aura l'obligation de prévoir la présence simultanée d'au moins deux personnes sur les postes de travail : l'intervention ne devra pas être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

Toute intervention d'entreprise, y compris sous traitance, est interdite avant agrément du maître d'ouvrage, accord du maître d'œuvre, visite d'inspection commune et diffusion d'un PPSPS adapté au chantier.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
 - Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
 - Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
 - Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

TRIBUNAL DE PROXIMITE : Mise en accessibilité pour les personnes handicapées et mise aux normes électriques

1 RUE JEAN DE BERRY
63200 RIOM

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: RIOM
RUE :1 RUE JEAN DE BERRY

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 04.69.61.40.45 .